



**Marché de service passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert**

## **RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

### ***Pouvoir adjudicateur***

Communauté de Communes du Sud-Artois

### ***Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)***

Le Président de la Communauté de Communes du Sud-Artois

### ***Objet de la consultation***

**Les Jardins Bio du Sud-Artois**

### ***Remise des offres***

Date d'envoi à la publication : **02/07/2025**

Date et heure limites de réception : **03/08/2025 à 23h59**

## ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

### Identification de l'organisme qui passe le marché

Dénomination : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SUD ARTOIS

Pouvoir adjudicateur représenté par : Monsieur Jean-Jacques COTTEL, Président.

Adresse : 5, rue neuve – CS 30002 - 62452 BAPAUME CEDEX

Tél. : 03 21 59 17 17

Courriel : [accueil@cc-sudartois.fr](mailto:accueil@cc-sudartois.fr)

Web : [www.cc-sudartois.fr](http://www.cc-sudartois.fr)

## ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

### 2.1. OBJET DU MARCHÉ :

Exploitation pour le compte de la CCSA des parcelles agricoles lui appartenant. L'exploitation couvre également la commercialisation de la production destinée prioritairement à la restauration collective.

### 2.2. CODE CPV : 77110000-4

Services liés à la production agricole

### 2.3. DURÉE DU MARCHÉ :

Le marché est passé pour une durée de 2 ans, renouvelable pour une durée à chaque fois d'un an. Il prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2025.

### 2.4. FORME DU MARCHÉ :

Le présent marché est un marché de service passé selon une **procédure d'appel d'offres ouvert** conformément aux articles L2124-1 et L2124-2 du Code de la commande publique.

**Le marché est réservé à une entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire.**

## PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ :

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le mémoire technique (cadre de réponse) et justificatif détaillé.
- Le CCAG-FCS (fournitures courantes et services)
- La synthèse de la réglementation en Agriculture Biologique

## ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT

S'agissant d'un marché de service d'exploitation agricole d'un terrain d'un seul tenant, il n'est pas prévu d'allotissement.

#### ARTICLE 4. VISITE OBLIGATOIRE DU SITE

Les candidats sont tenus de réaliser une visite du site. À cette fin le candidat prend contact avec Clotilde Bulté sur [cbulte@cc-sudartois.fr](mailto:cbulte@cc-sudartois.fr) pour obtenir un rendez-vous sur l'exploitation.

À l'issue de la visite, **une attestation** lui sera remise qu'il joindra à son offre.

#### ARTICLE 5. ORGANISATION DE LA PRODUCTION :

Le titulaire met en œuvre le plan de production préalablement approuvé par la CCSA. Les équipements sont à la charge de la CCSA. Le titulaire en assure la bonne utilisation et l'entretien. Les semences et les plants sont pris en charge par la CCSA.

La production doit impérativement respecter le cahier des charges de l'agriculture biologique : une synthèse est fournie en tant que pièce du marché. Le texte complet du règlement européen 2018/848 est disponible sur ce lien : <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2018/848/oj?locale=fr>

La production est certifiée par l'organisme ECOCERT, lors d'un audit annuel. Le label sera apposé sur la production. La CCSA porte la certification mais le titulaire devra mettre à disposition de la CCSA le référent technique pour fournir les documents de suivi des éléments de certification (calendrier des amendements, plan de culture, achats de plants et de semis...). À ce titre, il tiendra à jour le cahier de culture et devra être présent le jour de l'audit de certification concernant la culture biologique du jardin.

Le titulaire assure le conditionnement de la production de fruits et légumes et leur livraison dans les lieux de transformation.

#### ARTICLE 6. COMMERCIALISATION :

La CCSA crée un budget annexe dans sa comptabilité et instaure une régie afin de recueillir les recettes et payer les factures. Le titulaire met à la disposition de l'exploitation les personnels dont il assure la rémunération. La facture accompagnée des justificatifs est adressée mensuellement au service de la CCSA (Service Comptabilité - Jardins Bio du Sud Artois) qui en assure le paiement. Le titulaire recherche les clients publics ou privés de la restauration collective. Il est destinataire des bons de commandes de ces clients. Il édite les factures qu'il transmet au service de la régie (Service Comptabilité - Jardins Bio du Sud Artois). Le titulaire s'engage à respecter les dispositions figurant dans le mémoire technique produit à l'appui de son offre.

#### ARTICLE 7. ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE :

Le titulaire élabore un compte d'exploitation prévisionnel pour la période N de lancement du projet du 1er octobre 2025 au 30 septembre 2026. Il est soumis et approuvé par la CCSA. L'objectif de la CCSA est d'atteindre l'équilibre financier à plus brève échéance. Il élabore également le compte d'exploitation prévisionnel pour la période stabilisée N+1 soit du 1er octobre 2026 au 30 septembre 2027.

#### **ARTICLE 8. PÉNALITÉS, PRIMES :**

En fin d'exercice N, en cas de déficit, la CCSA le prend en charge.

En fin d'exercice N+1 en cas de déficit, la CCSA le prend en charge à hauteur de 80 % et le titulaire en supporte 20%. En cas d'excédent de gestion, le titulaire en bénéficie à hauteur de 50 %.

Toutes les dépenses devront correspondre à des besoins identifiés en amont et conjointement par les référents techniques de la CCSA et du titulaire.

#### **ARTICLE 9. RÉLATIONS ENTRE LE TITULAIRE ET LE MAÎTRE D'OUVRAGE :**

Un comité permanent de pilotage du projet est créé. Il est composé de représentants de la CCSA et de l'exploitant. Sa mission est de faciliter la résolution des problèmes pouvant survenir sur l'exploitation. Il se réunit en tant que de besoin et au moins une fois par trimestre. Des comités techniques sont programmés toutes les deux semaines entre le référent technique du site et l'agent technique de la CCSA, ainsi que les référents techniques missionnés par la CCSA. En effet, la CCSA missionne un élu bénévole, ancien maraicher, pour suivre le chantier de façon hebdomadaire. De plus, la CCSA mobilise son partenaire technique, Bio en hauts-de-France, pour accompagner techniquement le référent du site sur la culture, la planification, les aspects pratiques de la commercialisation, notamment afin de rester en conformité avec les critères de l'agriculture biologique.

#### **ARTICLE 10. RÉMISE DES OFFRES :**

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai et ne pourront être examinés.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront obligatoirement transmettre leurs propositions de manière électronique.

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

##### **Transmission électronique**

Conformément aux dispositions de l'article L.2132-2 du code de la commande publique, la transmission des candidatures et des offres des entreprises doit être établie par voie électronique à l'adresse suivante: <https://marchespublics596280.fr>

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Conformément aux articles 1316-1 à 1316-4 du Code Civil et en application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, les candidats doivent signer électroniquement les candidatures et les offres en présentant un certificat de signature électronique. En application de l'arrêté du 12 avril 2018 susvisé, les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement, laissées au libre choix des signataires, doivent nécessairement être conformes au règlement européen du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques eIDAS.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, pour répondre aux marchés publics il faut une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié, conforme au [règlement eIDAS](#). Dans la commande publique, en France, sont autorisées :

- soit la [signature électronique avancée](#) avec certificat qualifié (niveau 3),
- soit la [signature électronique qualifiée](#) (niveau 4).

Les certificats RGS peuvent être utilisés au-delà du 1<sup>er</sup> octobre 2018, le temps de leur validité.

L'[arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique](#) laisse expressément la possibilité d'utiliser un certificat de signature électronique de type RGS. En effet ce texte dispose que les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du texte précédent à savoir l'[arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique](#) dans les marchés publics demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

La signature est au format XAdES, CAdES, PAdES.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R.2132-11 de code de la commande publique.

La copie de sauvegarde est transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

## **ARTICLE 11. DÉLAI DE VALIDITÉ DE L'OFFRE**

Le soumissionnaire reste lié par son offre pendant un délai de 90 jours calendaires à compter de la date limite de dépôt des offres.

## **ARTICLE 12. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE**

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous par ordre d'importance, s'appliquent pour l'attribution du marché.

**Qualité du projet : 70%**

- Assurance des débouchés
- Pertinence de la planification des cultures
- Organisation des moyens engagés pour le projet et lien avec le PAT du territoire
- Préservation de la biodiversité
- Démarche qualité du prestataire
- Garantie de transparence financière et de partenariat fluide
- Sincérité du budget

L'analyse du critère qualité se fera après analyse des informations présentées dans le cadre de réponse.

**Prix : 30%**

- Subvention d'équilibre \*
- Montant annuel de la prestation

\*La subvention de la CCSA représente les besoins de financement sollicités pour assurer l'équilibre budgétaire.

Le prix sera noté sur la base de la participation financière annuelle de la CCSA. Cette participation est calculée en additionnant les frais pris en charge directement au cours de l'exercice et la subvention nécessaire pour équilibrer le compte d'exploitation en fin d'exercice tels que figurant dans le projet de compte d'exploitation prévisionnel du cadre de réponse de l'offre.

**ARTICLE 13. GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES**

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire. Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de

continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

#### **ARTICLE 14. SOUS-TRAITANCE**

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

#### **ARTICLE 15. PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

Le candidat devra produire les documents suivants. Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

- Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires **DC1 et DC2**. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire **DUME** complété.
- Le candidat fournira les attestations permettant de vérifier **sa qualité d'entreprise de l'ESS**.
- Le candidat devra fournir **l'attestation de visite du site**

#### **ARTICLE 16. PRÉSENTATION DU DOSSIER D'OFFRE**

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

##### **1/ L'acte d'engagement**

Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.

##### **2/ Le relevé d'identité bancaire**

**3/ Le mémoire technique (cadre de réponse)** et justificatif détaillé. Les prix doivent toujours être exprimés en euro

**4/ Les déclarations de sous-traitances** nécessaires le cas échéant

## ARTICLE 17. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du code de la commande publique. Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de régularité sociale et de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## ARTICLE 18. VARIANTES

Sans objet. Le candidat est libre de présenter sa version du projet.

## ARTICLE 19. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Renseignements administratifs : Accueil de la CCSA

Renseignements techniques : Service Projet Alimentaire de la CCSA : Clotilde Bulté

Pour tout renseignement concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Cette demande doit intervenir **au plus tard 8 jours avant la date limite** de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG -FCS En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Lille

Tél. : 03 59 54 23 42

Email : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Lille

Tél. : 03 59 54 23 42

Email : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)